

PLANÈTE • AGRICULTURE & ALIMENTATION

Le démantèlement de l'Usaid privera 1 million d'enfants de traitement contre la malnutrition : « Ce sont des décisions criminelles »

Les coupes dans l'aide américaine ont entraîné l'arrêt brutal de milliers de programmes de lutte contre la faim et la malnutrition dans le monde, et ont interrompu le suivi statistique permettant de détecter les situations de famine.

Par Mathilde Gérard

Publié aujourd'hui à 17h17, modifié à 18h40 · Lecture 5 min.

Article réservé aux abonnés



Usine de production MANA Nutrition d'aliments thérapeutiques prêts à l'emploi, afin de prévenir et de traiter la malnutrition aiguë dans le monde, à Fitzgerald, en Géorgie (Etats-Unis), en mai 2024. USAID

Depuis l'annonce par l'administration Trump de la suspension, puis de l'arrêt de 83 % des programmes d'aide humanitaire et de développement financés par les Etats-Unis, les acteurs de la lutte contre la faim et la malnutrition peinent à prendre la mesure de l'onde de choc. Quelques semaines après les premières annonces, qui ont été en partie attaquées en justice, de premières estimations des impacts émergent, secteur par secteur. Selon une évaluation publiée mercredi 26 mars dans la revue Nature, l'arrêt de cette aide risque de priver 1 million d'enfants d'accès aux traitements vitaux contre la malnutrition, et de provoquer 163 000 morts par an.

Cette estimation, publiée à la veille d'un sommet international à Paris sur la malnutrition, s'appuie sur l'analyse des flux de financement et sur la mortalité constatée en l'absence de traitement. Si l'on ajoute à la volte-face américaine la baisse de l'aide publique au développement décidée ces derniers mois par plusieurs pays européens (- 40 % au Royaume Uni, - 34 % en France...), ce sont 2,3 millions

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

Le chef d'orchestre du démantèlement spectaculaire de l'Agence américaine pour le développement international (Usaid), le milliardaire Elon Musk, a beau avoir assuré le 3 mars sur X, son réseau social, que « *personne n'est mort des conséquences d'une courte pause pour contrôler le financement de l'aide étrangère, personne* », les faits lui donnent tort. Sur le terrain, des milliers de programmes sont à l'arrêt, avec des conséquences très concrètes. L'organisation Helen Keller International (HKI) estime ainsi que sur les opérations qu'elle mène au Bangladesh, au Nigeria et au Népal, 20,7 millions de personnes ne pourront accéder à un traitement contre la malnutrition, parmi lesquelles 11 millions d'enfants.

« *Cela a été incroyablement difficile de comprendre les décisions ces dernières semaines, relate Shawn Baker, chef des opérations de HKI et ancien chef nutritionniste de l'Usaid. Dans chaque pays où nous sommes présents, nous avons reçu des ordres d'arrêter les opérations, puis des reprises, des lettres de résiliation. Il y a aussi eu de fausses accusations sur ce que finançait l'Usaid. C'est tragique, nous avons l'impression de trahir nos partenaires de longue date.* » Selon les cas, c'est directement le financement des aliments thérapeutiques prêts à l'emploi (ATPE, les pâtes à base d'arachide, de protéines de lait et de micronutriments qui servent à traiter les cas de malnutrition sévère aiguë) qui est coupé, ou les activités de dépistage et de prévention.

« Faire des choix difficiles »

Action contre la faim (ACF), dont 30 % du budget global provenait de l'Usaid, se trouve aussi en première ligne. « *On a reçu les lettres de résiliation pour une cinquantaine de programmes nutritionnels, détaille Michael Siegel, chargé de plaider chez ACF. Cela concerne 1,5 million de personnes, dont 800 000 sont en danger de mort. En République démocratique du Congo [RDC], par exemple, on ne débranche pas les perfusions des enfants déjà traités, mais on doit renvoyer chez eux ceux qui frappent à la porte, en sachant qu'ils sont condamnés. Ce sont des décisions criminelles.* »

Newsletter

« Chaleur humaine »

Comment faire face au défi climatique ? Chaque semaine, nos meilleurs articles sur le sujet

S'inscrire

Le chaos est aggravé par le fait que les fonds Usaid sont généralement versés aux organisations partenaires a posteriori, sur présentation de factures. De nombreuses associations se retrouvent donc à court de trésorerie.

Lire aussi | [La faim dans le monde se maintient à un niveau élevé, « un aveu d'échec terrible »](#)

Les grandes agences onusiennes comme l'Unicef ou le Programme alimentaire mondial (PAM), financé pour près de moitié par les Etats-Unis, sont elles aussi touchées. Ces dernières semaines, le PAM a dû, entre autres conséquences, mettre fin à des aides touchant 1 million de personnes en Birmanie, fermer son bureau en Afrique du Sud et suspendre un programme de repas scolaires au Mali. « *Le PAM est contraint de faire des choix difficiles, en donnant la priorité au traitement plutôt qu'à*

la prévention, ce qui signifie que nous ne pouvons aider les enfants que lorsqu'ils sont déjà malades », déplore sa directrice exécutive, Cindy McCain, dans un communiqué, mercredi.

« Des conséquences terribles »

La désorganisation provoquée par le virage américain affecte toute la chaîne logistique. « On a 3 000 tonnes de stocks qui étaient prêts à être envoyés au Yémen pour le PAM. Cette commande est annulée, explique Adeline Lescanne, directrice générale de Nutriset, entreprise basée en Normandie, à l'origine du développement des ATPE avec sa pâte Plumpy'Nut. On essaie d'en repositionner une partie vers d'autres pays, notamment l'Afghanistan, mais c'est très compliqué de changer les destinations. »

La décision américaine de démanteler l'Usaid empêche aussi la capacité de la communauté scientifique à estimer les impacts et réagir. En février, de hauts responsables de l'Usaid ont été immédiatement licenciés pour avoir informé en interne des conséquences du démantèlement. Un [article publié le 20 février](#) dans *The American Journal of Clinical Nutrition* par des universitaires américains a à son tour levé le voile sur les effets potentiels.

Lire aussi | [La suspension de l'aide américaine met en danger la population afghane](#)

« En tant que scientifiques, c'est de notre devoir d'alerter sur les conséquences de ces décisions, estime Lindsey Locks, professeure assistante en épidémiologie nutritionnelle à l'université de Boston (une université privée, lui laissant une plus grande liberté de parole) et principale autrice de cet article. Nous sommes 100 % certains que des enfants vont mourir, et nous savons aussi qu'il y aura des conséquences terribles et massives à long terme sur l'ensemble du système de lutte contre la malnutrition. »

Trouver de nouvelles ressources

En mettant fin aux programmes d'aide, mais aussi en renvoyant tout le personnel chargé du suivi statistique au sein de l'Usaid, l'administration Trump a en effet coupé l'accès à des connaissances précieuses pour l'ensemble des scientifiques. Les Etats-Unis finançaient depuis plusieurs décennies des enquêtes sur la santé et la nutrition des populations partout dans le monde, les « Demographic and Health Surveys ».

L'Usaid était également responsable depuis 1985 du réseau d'alerte et de prévention des famines, crucial pour identifier les zones à risque. Désormais, ces bases de données sont inaccessibles. « L'administration Trump s'attaque à tout ce qui touche à la santé, au climat et aux inégalités de genre. Elle ne soutient plus les objectifs de développement durable. C'est une gifle au visage de toute la communauté de santé publique », s'indigne Lindsey Locks.

Lors du sommet Nutrition for Growth (N4G) de Paris, qui aura lieu les 27 et 28 mars, les intervenants ne se font guère d'illusions : il n'y aura pas d'argent magique pour compenser l'arrêt des financements américains. Il faudra prioriser ce qui reste vers les pays les plus fragiles, comme Haïti, le Soudan du Sud, la RDC, ou les pays du Sahel, et aider les autres à trouver de nouvelles ressources, en impliquant davantage les banques de développement, ou en imaginant de nouvelles recettes, par des taxes sur le sucre par exemple.

Certains [plaident ainsi pour augmenter](#) de 1 centime d'euro par canette la taxe française sur les sodas, ce qui générerait 82 millions d'euros. « Pour les enfants envers lesquels nous sommes redevables, nous ne pouvons pas céder au désespoir et nous avouer vaincus », justifie Shawn Baker. Beaucoup attendent aussi des grands financeurs historiques, comme la France, qu'ils montent au créneau. « On peut questionner des choix stratégiques d'aide publique au développement, mais on ne peut pas être une grande nation et oublier ce qui fait l'humanité, c'est-à-dire la solidarité envers les plus vulnérables », plaide Adeline Lescanne.

Mathilde Gérard

Le Monde Boutique

Découvrir

Le Monde x Caran d'Ache

Stylo, carnet et crayons à papier

L'histoire de l'art en BD

Coffret de sept livres

La République sous tensions

1870-2025 : anatomie des crises politiques

Voir plus